

Publié du 16/10/2025  
Au 16/12/2025

## **ARRETE n° 6.1.2025/343**

### **Portant dérogation provisoire à la limitation de tonnage Sur le Chemin de Poursel et le Chemin de Cravesan Pour les besoins de la société SCI REAULINA Du 20 Octobre 2025 au 31 Décembre 2025 de 08h00 à 17h00**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L.2213-1 à L.2213-5 ;

**VU** le Code de la Route ;

**VU** le Code de la voirie routière ;

**VU** l'arrêté n°6.1.2015/35 du 27 février 2015 réglementant la circulation des véhicules d'un tonnage supérieur à 3.5 tonnes dans l'agglomération de la Roquette sur Siagne, modifié par l'arrêté 6.1.2020/254 en date du 10 décembre 2020 et rapportant l'arrêté n°6.1.2015/31 du 19 février 2015 et l'arrêté 6.1.2020/250 interdisant la circulation des véhicules de plus de 3.5T entre le boulevard du 8 mai et le n°409 du boulevard des Floribondas ;

**VU** la demande de la Société SCI REAULINA, tendant à obtenir une dérogation provisoire de tonnage, Chemin de Pourcel et chemin de Cravesan, pour des camions dont le PTAC est de 10T dans le cadre des livraisons ;

**CONSIDERANT** que pour les besoins, il convient d'autoriser une dérogation provisoire de tonnage du 20 Octobre 2025 au 31 Décembre 2025 afin de permettre à l'entreprise SCI REAULINA les passages

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le bénéficiaire est autorisé à circuler sur le chemin de Poursel et le chemin de Cravesan avec des camions dont le PTAC est de 10T (immatricules DA-089-VG et AH-062-CV) du Lundi 20 Octobre 2025 au Mercredi 31 Décembre 2025.

**ARTICLE 2 :** La traversée du Village (RD409) est interdite.

L'entreprise s'engage :

- A supporter les frais de remise en état de la chaussée dans les dépendances des voies ci-dessus et des parties privatives endommagées ;
- A assurer pendant la durée de l'autorisation exceptionnelle une surveillance continue de la chaussée, des dépendances et des parties privatives endommagées de ce même fait ;
- A procéder au nettoyage régulier de la chaussée pendant l'activité ;
- A procéder ou faire procéder dans les plus brefs délais, par une entreprise agréée à toutes les réparations des dégradations apparentes, ou encore sur simple demande des services municipaux.

**ARTICLE 3 :** Cette autorisation ne vaut pas accord de l'ensemble des propriétaires des voies privées pouvant desservir les chantiers. Le bénéficiaire se doit de faire les démarches nécessaires auprès d'eux.

**ARTICLE 4 :** Cette autorisation est révoquée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public, ou de la circulation l'exige (ou si le transporteur ne se conforme pas aux conditions énoncées précédemment).

**ARTICLE 5 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- M. le Commandant de la Communauté de Brigade de gendarmerie de Mandelieu
- M. le Chef de service de la Police Municipale
- M. le Responsable du Centre Technique Municipal
- L'entreprise chargée des livraisons

« Le Maire informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NICE dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18, avenue des Fleurs, 06000 NICE, soit par voie électronique à partir de l'application internet « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/> »

Fait à la Roquette sur Siagne,  
Le 15 Octobre 2025

Le Maire

Raymond ALBIS

